

[Texte]

**M. Cyr:** Merci. Monsieur le président, hier, j'ai posé une question au ministre et je n'ai pas eu de réponse; on devait examiner la situation.

• 1000

Il s'agit des programmes mis de l'avant par le Ministère pour aider l'Office canadien du poisson salé grâce à un subside qui s'est élevé l'an dernier jusqu'à 10c. la livre. En juin 1976, les producteurs vendaient la petite morue et l'extra-petite à 50c. la livre pour la Jamaïque. Ce prix était d'environ 2, 3 et même 4c. inférieure au coût de revient du producteur. Un négociant de Montréal, la firme Clouston, a informé des producteurs de poisson salé de la Gaspésie: «Nous ne pouvons plus vous payer 50c. la livre pour la petite morue puisqu'un produit similaire nous a été offert par l'Office canadien du poisson salé à 45c. la livre». Il est donc arrivé que certains producteurs ont gardé en réserve au delà de 100,000 livres de morue qu'ils ne pouvaient vendre à moins de s'en départir avec une perte de 5c. la livre en plus de la perte de 3c. qu'ils subissaient autrefois. Maintenant, le gouvernement de la province de Québec est venu en aide à ces producteurs et leur a même versé une compensation de \$1.25 l'heure à l'intention des ouvriers, qui devaient transformer cette petite morue en morue désossée ou *boneless*. Mais la province a dû agir ainsi parce que l'Office canadien du poisson salé est arrivé sur le marché avec un surplus de petite morue et d'extra-petite, ce qui a fait baisser les prix. Ce même organisme recevait une subvention de 12c. la livre du gouvernement canadien. Pouvez-vous, ce matin, me fournir des explications à ce sujet?

**The Chairman:** Mr. Lucas.

**Mr. Lucas:** Mr. Cyr, you raised this issue when the Minister was here two days ago and at that time I believe he promised that the file on that subject would be reviewed. In fact, we started that review in the office yesterday. It is quite a complicated story and we do not have the results for you this morning.

The reduction in the price of small cod, we understand, has been brought about in part—and we do not know quite what part it played—by the Spanish companies' dumping. Legally, I guess that means selling it under price on some of our markets and having it reverberate back into our own producers' prices.

I really am not in a position to give any sort of a sensible response to that this morning. So I wonder if I could, again, beg a bit of time and take your question as notice, and come back to you with a letter from the Minister explaining that carefully.

**The Chairman:** Are you ready to wait until the next meeting?

**M. Cyr:** Oui, merci. Ai-je encore quelques minutes?

[Interprétation]

chaque contrat individuel un surveillant qui vient prêter main-forte aux gens de l'endroit et mène le travail à bien.

**Mr. Cyr:** Thank you. Mr. Chairman, yesterday I asked the Minister a question and he did not give me any answer. I think the situation deserves attention.

This is regarding departmental programs for assistance to the Canadian Saltfish Corporation which last year benefited from a subsidy as high as 10 cents a pound. In June 1976, producers were selling to Jamaica small and extra small cod at 50 cents a pound. That price was two, three and even four cents below the cost of production. A Montreal firm, Clouston, has notified the Gaspé saltfish producers that they could no longer pay 50 cents a pound for small cod since a comparable product was offered to them by the Canadian Saltfish Corporation at 45 cents a pound. As a result, some producers have stocked more than 100,000 pounds of cod because they could not get rid of it without losing five cents a pound on top of the original three cents a pound. Now, the Quebec government has assisted those producers and has compensated them to the extent of \$1.25 an hour paid to the workers who were processing small cod and boneless cod. This move by the province was prompted by the fact that Canadian Saltfish Corporation has flooded the market with a surplus of small cod and extra small cod thereby pushing the price down. That same corporation was receiving 12 cents a pound from the Canadian government. Can you tell us more about this whole situation?

**Le président:** Monsieur Lucas.

**M. Lucas:** Monsieur Cyr, vous avez soulevé cette question lorsque le ministre était présent il y a deux jours, et à ce moment-là je crois qu'il vous a promis d'examiner le dossier et de revoir toute la situation. En fait, nous nous sommes attelés à cette tâche dès hier; il s'agit d'une question un peu complexe et ce matin nous n'avons pas encore de résultat à vous transmettre.

Cette baisse du prix de la petite morue vient de ce que des compagnies espagnoles ont inondé le marché de leurs produits, mais nous ne savons pas encore dans quelle mesure leur geste a véritablement occasionné la réduction. D'un point de vue juridique, je suppose que cela signifie qu'ils ont vendu à un prix inférieur au prix en cours sur certains de nos marchés et que cela a eu des répercussions sur les prix de nos propres producteurs.

Je ne peux pas vous donner de réponse complète à ce sujet ce matin. Donnez-moi un peu plus de temps, et le ministre vous répondra par lettre et vous fournira des explications détaillées.

**Le président:** Pouvez-vous attendre jusqu'à la prochaine séance?

**Mr. Cyr:** Yes, thank you. Do I still have a few minutes?